

Indice de liberté économique

Le Gabon classé 103e mondial, 13e en Afrique

Innocent M'BADOUUMA
Libreville / Gabon

Septembre est le mois où les indicateurs de performance économique sont publiés par des organismes de veille. Le premier d'entre eux, l'indice de liberté économique, vient d'être rendu public. Le classement et les commentaires de Heritage Foundation au sujet du Gabon ne sont pas élogieux. Extraits.

LA hiérarchie mondiale des pays pour l'année 2017, selon l'indice de la liberté économique, est connue. Avec une note de 58,6 sur 100 points, le Gabon occupe le 103e rang mondial du classement des pays, et 13e au niveau africain. Heritage Foundation qui publie chaque année cet indicateur de performance, classe les sous-indicateurs en quatre grands groupes, pour faciliter l'analyse et la notation pays. Ce classement sert de repères à certaines entreprises et régions économiques qui travaillent à l'international. L'indicateur de liberté économique mesure dix

composantes, regroupées en quatre grandes catégories : la règle de droit (droits de propriété, niveau de corruption) ; le rôle de l'Etat (la liberté fiscale, les dépenses du gouvernement) ; l'efficacité des réglementations (la liberté d'entreprise, la liberté du travail, la liberté monétaire) ; l'ouverture des marchés (la liberté commerciale, la liberté d'investissement et la liberté financière). Chacune de ces 10 composantes est notée sur une échelle de 0 à 100. La note globale du pays est une moyenne des notes des 10 composantes. Résumant les trois notes d'évaluation du gouvernement gabonais, la Fondation explique que « la structure réglementaire demeure très bureaucratique. Les restrictions d'investissement et le système rigide pour démarrer une entreprise rendent difficile la tâche. La compétitivité est entravée par des tarifs douaniers et des obstacles non-tarifaires coûteux. Le processus légal est lent et lourd, et le pouvoir judiciaire manque d'indépendance et de cohérence lors de l'application de la loi.» Sur les échanges commerciaux, la Fondation

NOTES DE L'INDICE DE LA LIBERTE ECONOMIQUE AU GABON (SUR 100)

RESPECT DES LOIS		EVALUATION DU GOUVERNEMENT	
• Protection du patrimoine	35,5	• Dépenses du gouvernement	81
• Intégrité du Gouvernement	37,6	• Charges fiscales	77
• Efficacité réglementaire judiciaire	26,7	• Santé fiscale	96,1
EFFICACITE DES POLITIQUES DE REGULATION		OUVERTURE DU MARCHES	
• Liberté d'entreprendre/ des Affaires	50,6	• Liberté de commerce	61,8
• Liberté de travailler	58,4	• Liberté d'investissement	55
• Liberté de disposer de son argent	83	• Liberté financière	40

Source : I. M'B. / Ref. Base de données Heritage Foundation, Septembre 2017.

Photo : I.M&39.B

Liberté économique : notes détaillées du Gabon au classement 2017.

note que « le commerce domine l'économie gabonaise; la valeur des exportations et des importations prises ensemble représente 74% du PIB. Le taux de tarif moyen appliqué est de 14,1 %. Le gouvernement détecte les investissements étrangers, et l'investissement est découragé par les régimes judiciaires et réglementaires. Le secteur financier sous-développé reste contrôlé par l'Etat. Les coûts de crédit sont élevés et l'accès au financement est rare.»

POIDS FISCAL. Justifiant ces notes sur l'environnement fiscal, Heritage Foundation estime que « le

taux d'imposition des particuliers est de 35 % et le taux d'imposition des sociétés est supérieur à 30 %. Les autres taxes comprennent une Taxe sur la valeur ajoutée. Le fardeau fiscal global est égal à 13,1 % du revenu intérieur total. Les dépenses publiques ont représenté 25,2% de la production totale (PIB) au cours des trois dernières années, et les excédents budgétaires ont été en moyenne de 0,7% du PIB. La dette publique équivaut à 43,9% du PIB.»

Quant à la liberté de faire des affaires, « le cadre réglementaire est encore confronté, pour les entre-

preneurs potentiels, à des obstacles bureaucratiques et procéduraux importants. La réglementation du travail est obsolète et appliquée de façon incohérente. Conformément aux recommandations du FMI, le Gabon a éliminé les subventions aux carburants en février 2016 après une baisse spectaculaire des recettes pétrolières, mais l'Etat continue d'influencer les prix grâce à des subventions aux entreprises publiques et au contrôle direct des prix des autres produits», conclut la Fondation.

Comme quoi, ce classement est loin de traduire les efforts du gouverne-

ment à rendre l'économie nationale plus attractive. Espérons que les indices Doing Business et de l'attractivité pays seront plus cléments que l'indice de liberté économique.

Précisons que la Mauritanie, le Botswana, le Rwanda et la Côte d'Ivoire occupent, dans l'ordre, la première, deuxième, troisième et quatrième places du classement africain, respectivement avec 74,7, 70,1, 67,6 et 63 points sur 100.

Le Gabon peut se consoler d'être premier en Afrique centrale, devant la RD Congo, pour les libertés économiques et d'affaires.

Sommet du Forum des BRICS 2017 à Pékin

Plaidoirie pour rééquilibrer l'économie mondiale



Sommet des Brics en Chine.

I. M'B.
Libreville / Gabon

LA cérémonie d'ouverture du forum d'affaires des BRICS 2017 regroupant les cinq plus grandes économies émergentes de la planète (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Russie), a eu lieu, hier, au Centre international des conférences et expositions de Chine à Xiamen. Ce sommet d'affaires est élargi aux nouvelles puissances économiques ou économies à forts potentiels.

Les chefs d'Etat des BRICS, réunis jusqu'à de-

main mardi, sont rejoints par ceux de la Thaïlande, du Mexique, de l'Égypte, de la Guinée-Conakry et du Tadjikistan en tant que pays observateurs. Afin de discuter d'un plan "BRICS Plus" prévoyant l'élargissement éventuel du bloc à d'autres économies.

Le chef d'Etat Xi Jinping a prononcé un plaidoyer en faveur du libre-échange et d'une économie mondiale ouverte, hier, lors d'une rencontre avec des entreprises qui marquaient l'ouverture du sommet des BRICS. « Nous devons œuvrer en faveur d'une économie mondiale ouverte, promouvoir le libre-

échange et faciliter les échanges de marchandises», a déclaré M. Jinping devant un parterre de chefs d'entreprises et de représentants des BRICS, appelant les cinq pays à créer ensemble «

une nouvelle chaîne de valeurs, afin de rééquilibrer l'économie mondiale.»

Avant lui, le vice-ministre chinois du Commerce, Wang Shouwen, a dit attendre du sommet un "consensus" sur certaines

actions contre le protectionnisme. Il a ajouté que la Chine pourrait négocier un accord de libre-échange avec le Mexique. Dans sa communication qui a duré 45 minutes, le président chinois a ras-

suré ses partenaires : la Chine va encourager l'investissement de ses entreprises à l'étranger et "accueillir chaleureusement" les entreprises étrangères désireuses d'investir en Chine.

TOYOTA GABON

du 1er au 30 Septembre 2017

-20% DE REMISE SUR NOS FILTRES*

PIÈCES CERTIFIÉES D'ORIGINE 100% TOYOTA

PROCHE DE VOUS

OLDOUM / Tél. : 06 22 05 79 - GESPARG (Port-Gentil) / Tél. : 01 55 02 40

Horaires d'ouverture de TOYOTA : 7H30 - 15H30 EN SEMAINE / BOUTIQUE OUVERTE LE SAMEDI 9H - 12H

TOYOTA GABON est représenté à Port-Gentil et Franceville par GESPARG

TOYOTA GABON
BP 31 LIBREVILLE - T : (241) 06 22 05 59 - 06 22 05 70 - 01 79 26 90 - FRANCEVILLE - T : (241) 01 79 53 05
Email : toyota.gabon@groupe-sogahic.com - www.toyotagabon.com - E RDV : www.mon-entretien.com/sogahic/toyota/

Nous construisons l'avenir